

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1<sup>re</sup> Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6182 RAB

Réseau

(Service )

Allocations familiales.  
Déclaration de la pensionnaire  
Réglement de A.F. au futur.

OBJET DE LA CONSULTATION

M. LE GAL, conseiller délégué à la protection de l'enfance demande  
si l'affaire de la demande d'A.F. de l'enfant dont la  
mère a été déclarée pensionnaire porteur (le père étant décédé)  
peut être traitée au service compétent une expédition du jugement  
ayant prononcé la déclaration.

Références :

Observations :

S.

10 Juillet 1942

S.J.

6.182<sup>RAB</sup>

Monsieur le Conseiller et Cher Collègue,

Par votre lettre du 1<sup>er</sup> courant, vous avez bien voulu me demander s'il suffisait que le tuteur ou la personne, à qui la garde des enfants d'un de nos agents prisonniers a été confiée, la mère ayant été déchue de la puissance paternelle, fournisse, pour recevoir directement les allocations familiales ou pensions dont bénéficient les mineurs, une expédition de la délibération du Conseil de famille et celle du jugement ayant prononcé la déchéance, ou si une notification par exploit d'huisier était exigée par les services de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, après m'être rapproché du Service Central du Personnel et du Service des Retraites, que l'octroi de ces allocations n'est aucunement subordonné à l'accomplissement d'une telle formalité. La remise d'une expédition certifiée conforme des décisions susvisées est jugée parfaitement suffisante, l'authenticité d'une telle pièce ne pouvant être mise en doute.

Les intéressés n'ont donc pas, pour justifier leur demande d'allocations, à modifier la manière de faire que vous leur avez conseillée.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller et cher Collègue, l'expression de mes sentiments les plus distingués et tout dévoués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé : Aurenge*

Monsieur LE GAL  
Conseiller à la Cour  
CAEN (Calvados)



Messieurs le Conseil et cher collègue,

J'ai reçu votre lettre du 1<sup>er</sup> courant, vous  
avez bien voulu me demander s'il suffirait  
que le tuteur ou la personne, à qui la garde  
des enfants d'un de nos agents prisonniers a  
été confiée, le mien ayant été déchu de la  
pension paternelle, fournisse, pour recevoir  
directement les allocations familiales ou  
fournisse tout simplement les minutes, une expédition  
de la délibération du conseil de famille et celle du  
jugement ayant prononcé la déchéance, ou si  
une notification par exploit d'huissier était  
exigée par les services de la S.A.S.F.

g'ici l'honneur de vous faire connaître,  
après m'être rapproché du service central du  
Personnel et du service des Retraites, que  
l'octroi de ces allocations n'est aucunement  
subordonné à l'accomplissement d'une telle  
formalité. La remise d'une expédition  
certifiée conforme des décisions sus visées  
est jugée parfaitement suffisante,  
l'authenticité d'une telle pièce ne pouvant  
être mise en doute.

Le intérieur n'ont donc pas, pour  
justifier leur demande d'allocation, à  
modérer la manière de faire que vous leur  
avez conseillé.

trouvé agréé, et ouvrir le Conseil, et  
des collègues. L'expression de mes sentiments  
les plus distingués et tout dévoués. Le chef des Contes

Monsieur LE GAL  
Conseiller à la Cour

Cornucopia a la Cruz

Casey

817. (Calvario)

Le Conseiller délégué  
à la Protection de l'Enfance

*Handwritten:* Co H Rabin  
Evansville  
Rabin

*Stamp:* CAEN, le 10  
*Signature:* [illegible]

*Text:* un amicitie inutile

a/s notification des jugements de déchéance de la puissance paternelle. de

Ainsi que je vous l'ai dit, je m'emploie de mon mieux à l'effet de seconder les familles des "cheminots" dans la protection de leurs jeunes enfants. Au cours de ces derniers mois, je suis ~~interven~~ intervenu en faveur d'enfants dont la mère avait une conduite odieuse, alors que son mari est retenu en captivité.

Les Tribunaux ont prononcé la déshéance de ces tristes mères de famille, et les enfants ont été confiés soit à leurs tuteurs, soit à des personnes charitables.

Dans le but de permettre à ces personnes de percevoir les allocations familiales ou pensions dont bénéficient les mineurs, j'ai cru bien faire en mettant à même ces personnes de justifier à la Caisse de la S.N.CF. (Soit celle des Allocations familiales, soit celle des Retraites) de leur nouvelle qualité; à cet effet, j'ai remis à ces personnes les expéditions des délibérations de conseil de famille, et celles des jugements ayant prononcé la déchéance que j'avais demandées aux Parquets intéressés.

J'ai entendu dire que cette manière de faire n'a pas l'agrément du Service des Retraites de la S.N.C.F. ou du service des Allocations familiales; ces services exigeraient des notifications par exploit d'huissier. En procédant comme je l'ai fait, mon but était précisément d'exonérer les familles, ne disposant souvent que de modestes ressources, des frais onéreux de notification, ce qui, au reste, n'ajoute rien à l'authenticité de l'expédition du jugement dûment revêtue du sceau du Tribunal.

Je m'excuse de recourir à nouveau encore une fois à votre excellente obligeance pour vous demander si je dois cesser de pratiquer le "modus agendi" que je viens d'indiquer, au cas où les services intéressés de la S.N.C.F. feraient une question de principe de cette notification par ministère d'huissier.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur et Cher Collègue, l'expression de ma considération très distinguée et de mes  
sentiments dévoués.

*Elle est* E. LE GAL

à Monsieur AURENGE Directeur des Services du Contentieux de la S.N.C.F.